

**M. CHARLTON** : Il me semble que le ministre des chemins de fer devrait être ici pour répondre.

**Sir CHARLES TUPPER** : Si l'honorable député objecte, je proposerai que le comité se lève, et nous prendrons le bill concernant les douanes.

**M. CHARLTON** : L'honorable ministre sera peut-être ici plus tard dans la soirée. A cette phase de la session c'est la seule occasion que nous ayons de discuter les articles, et celui-ci en est un sur lequel la Chambre désire des renseignements.

**Sir CHARLES TUPPER** : L'honorable député qui a parlé avant le dernier, a le rapport de l'auditeur général depuis les premiers jours de la session, et il demande la production de document à cette heure, à l'effet, je ne dirai pas dans le but, de retarder le progrès sur les estimations. Ce n'est pas là, je crois, le moyen d'expédier les affaires publiques.

**M. McMULLEN** : Je crois que plusieurs membres de ce côté-ci de la Chambre ont, par courtoisie envers le ministre des finances, dans maintes circonstances consenti à suspendre des affaires sur la promesse de l'honorable ministre que l'on aurait l'occasion de faire la discussion. Nous sommes près de la fin de la session, et si nous laissons échapper l'occasion, nous n'en aurons pas d'autre pour discuter cet article important.

**Sir CHARLES TUPPER** : Je ne m'oppose pas à la demande de documents que fait l'honorable député, mais je dis qu'ayant eu le rapport de l'auditeur général, et connaissant le manque de renseignements, il attend jusqu'à cette phase de la session pour demander des documents.

**Sir RICHARD CARTWRIGHT** : Je suis certain que pour ce qui est du rapport de l'auditeur général, mon honorable ami consentira à accepter l'offre de l'honorable ministre sans plus amples commentaires, bien que les documents doivent être produits lors de la discussion du contrat de M. Onderdonk. Quant à la demande de renseignements sur ce crédit, l'honorable ministre sait que les députés ont droit de faire ces demandes. Il n'ont pas d'autres occasions.

**M. MITCHELL** : Je donnerai une autre raison. Il y a plusieurs articles dans ce crédit. Il en est un autre sur lequel je demanderai des renseignements à l'honorable ministre qui a la charge de ce département, des renseignements que le ministre des finances ne peut donner; d'ailleurs il ne saurait s'engager, vu qu'il ne restera pas ici après la session. C'est au sujet de l'embranchement de Indiantown.

**Sir CHARLES TUPPER** : Je répondrai à l'honorable député lorsque nous serons rendus à cet article; si cela n'est pas suffisant je tâcherai de lui avoir des documents.

**M. MITCHELL** : Je crois que le ministre des chemins de fer devrait être ici. Je ne crois pas que le ministre des finances ait raison de blâmer les honorables députés qui critiquent les estimations. Il dit que nous aurions dû demander des documents depuis longtemps, mais il est du devoir des ministres lorsqu'il demande des crédits, et surtout des crédits extraordinaires, d'être prêts à donner des renseignements, et c'est tout à fait déplacé de jeter la responsabilité ou le blâme sur les membres de ce côté-ci parce qu'ils n'ont pas demandé de documents. C'est là mon opinion dans tous les cas.

**Sir CHARLES TUPPER** : L'honorable député et la Chambre ont eu ces items depuis les premiers jours de la session; ces items ont été discutés dans la Chambre, et si l'honorable député veut savoir comment l'argent a été dépensé ou s'il désire les documents, c'était le temps de les demander alors qu'ils pouvaient être produits sans retarder la Chambre. Je crois qu'il faudrait beaucoup de temps maintenant pour préparer ces documents volumineux et les

**M. McMULLEN**

produire. J'admets que les honorables députés ont le droit de critiquer ces crédits et de demander tous les renseignements; je suis prêt à concéder cela, mais je crois que ces questions étant devant la Chambre depuis l'ouverture de la session, les honorables messieurs auraient pu fournir au ministre l'occasion de déposer ces documents, comme cela aurait été fait s'ils avaient demandé la chose il y a un mois.

**M. MITCHELL** : Nous n'avons pas cela depuis l'ouverture de la session, la session était déjà avancée lorsque nous avons eu la liste des mandats du gouverneur géral.

**Sir CHARLES TUPPER** : Cette liste a été produite dans la première quinzaine de la session.

**M. MITCHELL** : Je dis que le concours n'est pas le temps propice pour discuter ces crédits, mais le moment de la discussion c'est avant de voter l'argent. Lorsqu'un ministre se charge de présenter ces crédits à la Chambre, il devrait recevoir tous les renseignements du ministre qui a charge de ces affaires, et prêt à répondre aux questions de la Chambre. Dans ces circonstances l'honorable ministre ne devrait pas essayer de blâmer les membres de ce côté-ci, et les accuser de négligence pour n'avoir pas demandé ces documents. Si nous demandions des documents sur chaque article, on nous accuserait de faire encourir des dépenses au gouvernement en faisant copier des documents volumineux, et de retarder les affaires de la Chambre. Nous ne demandons pas des documents volumineux, nous voulons des renseignements sur chaque article, et l'honorable ministre qui a charge des affaires de la Chambre devrait être en état de nous donner ces renseignements.

**Sir CHARLES TUPPER** : Je vous les ai donnés.

**M. MITCHELL** : Non; vous ne me les avez pas donnés.

**Sir CHARLES TUPPER** : Oui.

**M. MITCHELL** : Je demande pardon à l'honorable ministre. Il nous a répondu d'une manière générale; il a une manière spéciale d'é luder les choses, mais il ne nous a pas donné les renseignements que nous avons le droit de recevoir. Je dis que le ministre des chemins de fer devrait être ici pour répondre lorsque le ministre des finances ne peut le faire. On ne peut s'attendre qu'un monsieur qui vient ici immédiatement avant les élections, dans un but spécial, et qui prend la charge d'un ministère important, avec toute son habileté, son éloquence et son pouvoir, on ne peut s'attendre, dis-je, que les qualités dont je viens de parler, suffisent pour nous satisfaire si les renseignements que nous avons le droit de demander ne sont pas donnés avant que l'on nous demande de voter l'argent public.

**M. MULOCK** : Je rappellerai au ministre des finances que plusieurs fois dans le cours de la présente session des membres de ce côté-ci de la Chambre ont demandé la production des documents, et dans bon nombre de cas ils ont obtenu des ordres de la Chambre pour cette production, et n'ont rien reçu. Maintenant, si l'on désobéit ainsi à un ordre de la Chambre, nous pouvons nous attendre que la simple demande d'un député sera traité avec plus de mépris. Un ordre de la Chambre au gouvernement de produire des documents est lettre morte, et avant la prorogation de la Chambre, j'aurai l'occasion de démontrer que je crois que le gouvernement a traité la Chambre d'une manière inconvenante, relativement à des documents concernant une importante question. Au commencement, un ordre fut émané pour la production de ces documents, et bien que je les aie demandés plusieurs fois, en dépit de la promesse qui m'a été faite qu'ils seraient produits, l'ordre de la Chambre n'a pas été suivi jusqu'à présent.

**Sir CHARLES TUPPER** : Qu'est-ce que c'était ?

**M. MULOCK** : C'était un ordre pour un rapport concernant la commission des chemins de fer. J'ai demandé ces documents dès le commencement de la session, aussitôt que